



REVUE DE PRESSE

Lundi 15 juillet 2019



L'image



Photos AFP



L'homme volant

Le champion du monde de jet-ski français Franky Zapata a offert un époustouflant spectacle futuriste hier au traditionnel défilé du 14 juillet à Paris en volant debout, fusil en main, à plusieurs dizaines de mètres au-dessus du sol sur son Flyboard, un engin de son invention, au-dessus des Champs-Élysées. L'engin, véritable machine volante autonome alimentée en kérosène, est doté de cinq mini-turboréacteurs qui lui permettent de décoller et d'évoluer jusqu'à 190 km/h, avec une autonomie d'une dizaine de minutes. Franky Zapata veut maintenant aller plus loin. Le 25 juillet, il compte réécrire l'exploit de Louis Blériot, 110 ans plus tard jour pour jour, en traversant à son tour la Manche.

Notre-Dame, grands argentiers et retraites

Aujourd'hui

■ **Rapprochement.** Emmanuel Macron s'envole aujourd'hui pour Belgrade, où il doit s'efforcer pendant deux jours de retisser les liens distendus entre la France et la Serbie, mais aussi de relancer des négociations à l'arrêt entre Belgrade et son ancienne province devenue indépendante, le Kosovo.

Demain

■ **Une loi pour Notre-Dame.** Trois mois et un jour après l'incendie qui a ravagé Notre-Dame de Paris, une loi *ad hoc* est votée définitivement demain par le Parlement pour organiser la sauvegarde de l'un des monuments les plus connus et admirés au monde.

■ **À votre santé.** Déserts médicaux, numerus clausus, refonte de la carte hospitalière... Le vaste projet de loi sur la santé arrive demain au bout de son parcours législatif, avec un vote du Sénat.



Trois mois et un jour après l'incendie qui a ravagé Notre-Dame de Paris, une loi *ad hoc* est votée définitivement demain. Photo AFP

Mercredi

■ **Sommet de grands argentiers.** Les ministres des finances du G7 se retrouvent mercredi et jeudi à Chantilly, les tensions entre Paris et Washington sur la taxe sur les géants du numérique risquant de s'inviter dans les débats, tout comme le projet de monnaie virtuelle de Facebook.

■ **Gagnant-gagnant?** Bagarre en vue à l'Assemblée nationale, invitée à ratifier l'accord de libre-échange CETA entre l'Union européenne et le Canada, un texte qualifié de «*gagnant pour la France*» par la majorité, mais vivement rejeté par l'opposition et les agriculteurs.

■ **Avis attendu.** La Cour de cassation se prononce sur le barème appliqué aux prud'hommes pour licenciement abusif depuis les «*ordonnances Macron*».

Judi

Retraites: le rapport du haut-commissaire. Après 18 mois de préparation, le «*Monsieur retraites*» du gouvernement, Jean-Paul Delevoye, lève le voile sur ses préconisations pour remplacer les 42 régimes existants par un «*système universel*». Si l'exécutif est invité à trouver le moyen de sortir des déficits, les mesures d'économies les plus impopulaires ne devraient pas être pour 2020.

L'infographie

Fraude : les moyens de paiement les moins et les plus sûrs

La fraude aux moyens de paiement atteint **1,045 milliards €** soit **36%** de plus qu'en 2017

Au total **24,7 milliards d'opérations** réalisées par les particuliers et les entreprises **3%** de plus qu'en 2017

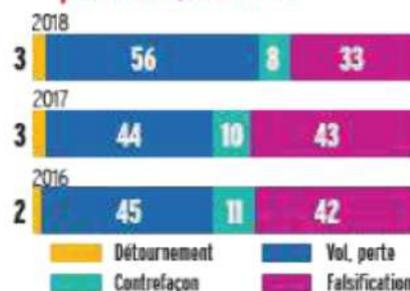
La fraude aux CHÈQUES explose

+ 53%

pour atteindre un montant de **450 millions €**

Le chèque occupe la **4^e** position des moyens de paiement
- **11%** sur un an

Répartition de la fraude par CHÈQUE en %



Les PAIEMENTS EN LIGNE plus sûrs

Le taux de fraude sur les paiements à distance est en baisse

pour la **7^e** année consécutive,

alors que les paiements continuent

de croître

+ 22%

par rapport à 2017

Le SANS CONTACT plébiscité...

+ 89%

pour atteindre un montant de **24,4 milliards €**

Le sans contact représente **21%** des "paiements de proximité" par carte bancaire



... pas le **PAIEMENT MOBILE**

il représente moins de **1%** des paiements sans contact

Prudence vers l'ÉTRANGER

Taux de fraude avec des pays **EXTRA-EUROPEËNS :**

13 fois plus important

que les transactions nationales.

Ce taux est **7 fois supérieur** avec les 36 pays de la zone de paiements en euros

Bornes: la montée en charge

C'était un désert électrique. La Charente est en train de bâtir son réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques. Un plan de 72 bornes pour mailler le territoire.

Jean-François BARRÉ
jfborne@charentelibre.fr

Branchée, la Charente. Les adeptes du voyage électrique ne pourront plus dire qu'ils sont contraints de contourner ce «beau département» (lire ci-contre). «C'est vrai que nous étions en retard», concède Laure Gauthier, la directrice du SDEG, le syndicat d'électrification. Pour aussitôt ajouter que la Charente est en train de rattraper le temps perdu. Les 13

”

C'est le résultat d'un accord passé entre les 13 syndicats des 12 départements. Les mêmes conditions d'accès pour tous.

premières bornes de recharge de véhicules électriques publiques sont en train d'être posées (1). Reste les aménagements. La première sera mise en service le 5 septembre à Marthon. «J'espère que l'on posera la 72^e et dernière du programme avant la fin de l'année», avance la directrice du SDEG. «La Charente bénéficiera alors d'un ratio d'un point de charge pour 2 432 habitants,

quand la recommandation est d'un pour 3 000», souligne la directrice du SDEG.

L'affaire a été lancée en novembre 2015. «La demande est venue de Barbezieux» et Jean-Michel Bolvin, le président du syndicat, a saisi la balle au bond. Les communes ou communautés de communes pouvaient déléguer leur compétence au SDEG. Le Feder, par le biais de la Région accordait alors 70 % de subvention. À condition de signer avant la fin de l'année. Le dossier a été déposé le 29 décembre.

20 km entre les bornes

Une convention avec la Région et trois appels d'offres plus tard, la Charente lance enfin son plan d'équipement, chiffré à 904 433 €, subventionné à hauteur de 617 143 €. «L'idée», indique Laure Gauthier, c'est de mailler le territoire, que l'on n'ait pas plus de vingt kilomètres entre deux bornes», près de sites touristiques, d'intérêt. Au final, l'installation coûtera de 2800 à 3600 € aux communes, avec une moyenne de 3 380 € par borne et deux points de charge par appareil: deux prises pour les voitures, deux autres pour les vélos et les scooters.

Les bornes ont été dessinées spécialement pour la Charente, unifiées pour le réseau public. Mais les tarifs, eux, seront les mêmes sur l'ensemble de la région Nouvelle Aquitaine. «C'est le résultat d'un



La borne est charentaise, validée par les Bâtiments de France. Les tarifs seront les mêmes sur l'ensemble de la région, avec un badge ou un smartphone. Photo CL

accord passé entre les 13 syndicats des 12 départements. Les mêmes conditions d'accès pour tous, c'était l'idée de départ.» Et accessibles à tous, aux abonnés - avec un tarif préférentiel - comme aux utilisateurs en itinérance. Il suffira d'un badge, d'un smartphone.

Voire éventuellement, plus tard, d'une carte bancaire pour bénéficier des infrastructures du réseau

baptisé Mobive à travers une application smartphone. Sept départements ont déjà rejoint le réseau. Une charge complète, un plein de voiture électrique, pour les abonnés devrait coûter 2 €, pour un abonnement annuel de 18 €.

(1) Chabonais, Oradour-Fanais, Marthon, Champagne-Mouton, Étaignac, Messignac, Pressignac, Chasseneuil, Montmoreau, Saint-Séverin, Terres-de-Haute-Charente.

«J'ai dû éviter la Charente»

Patrick Coilland est consultant en informatique à deux doigts de la retraite en région parisienne, roule en Zoé de chez Renault depuis un an, depuis qu'il a quitté son vieux coupé Mercedes... Il est devenu un spécialiste de l'itinéraire planifié pour de longs trajets en véhicule électrique. Au début du mois de juillet, il s'est mis en tête de convoier la Zoé d'un ami de Grasse (06) à Nantes (44).

Et il aurait adoré, dit-il pour enfoncer le clou, «traverser des sites touristiques de votre beau département de la Charente. Mais ne voulant pas courir le risque de tomber en panne d'électricité», il a renoncé, a préféré Niort à Angoulême. «Parce que je ne charge que sur le réseau public», indique encore Patrick Coilland. «Le réseau des supermarchés est trop hasardeux, on y trouve des véhicules thermiques sur les places des bornes, ou des installations en panne, et il me serait alors impossible, en Charente, de trouver une solution de repli.» Et le réseau des concessions «est généralement inaccessible pendant les heures de fermeture».

L'homme est pourtant prêt à bien des concessions, choisit ses bornes en fonction des restaurants ou des curiosités à visiter à proximité pendant le temps de charge. Jusque-là, il avait classé la Charente - et la Charente-Maritime - en zones sinistrées.

Il s'est alors fendu d'un courrier au Département. «Je pensais que c'était sa compétence.» La prochaine fois, la Charente pourrait gagner un touriste qui n'est pas vraiment borné...

■ Plus de 500 personnes ont rempli un questionnaire sur les halles, dans le cadre du projet de réaménagement ■ Les mots sont durs mais permettent de situer le mal.

Marché couvert: quand les clients vident leur sac

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

Quand on demande aux Cognaçais leur avis sur le marché couvert, les réponses sont sans équivoque et font mal. «Hors de prix, manque de convivialité, lugubre, mortifère, archaïque.» Voilà le champ lexical qui arrive en tête du questionnaire diffusé entre le 21 mai et le 21 juin, qu'ont rempli 511 personnes. Dont 72 % d'habitants de Cognac, qui s'y rendent souvent (10 %), occasionnellement (80 %) ou plus du tout (10 %). La démarche ressemble à celle en-



Certains commerçants ont reconnu pratiquer des prix «spécial Cognac», plus élevés.

treprise au printemps à propos du centre-ville en général, à laquelle avaient répondu 631 personnes (lire CL du 16 avril). Et pour cause: les deux ont été lancées par le dispositif Action cœur de ville, grâce auquel la commune espère décro-



Un tiers des clients qui ont répondu au questionnaire réclament des espaces de restauration et 46 % des espaces de convivialité. PHOTO M. B.

cher des aides pour réaménager les halles, son chantier commercial prioritaire. Les résultats ont été dévoilés en fin de semaine dernière et leur analyse est simple. «Le bâtiment n'est plus attractif et le contenu du marché n'est pas au niveau, malgré les efforts de la présidente des commerçants des halles [la maraîchère Vanessa Vala-

don, qui n'était pas joignable ce week-end NDLR]», résume le maire, Michel Gourinchas, devant le tableau des réponses (1). Principaux griefs: les prix (30 % des réponses) et le stationnement (24 %), devant l'accueil (13 %). Ces critiques, les commerçants les ont entendues lors de réunions d'analyses et les ont acceptées, d'après le

directeur du projet Action Cœur de Ville, Frédéric Bardoux. «Sur les prix, il y avait une certaine méfiance mais, après 10 minutes, certains ont reconnu pratiquer des prix «spécial Cognac», plus élevés que sur les autres marchés où ils sont installés.»

Ce qui expliquerait les cerises à 15€ le kilo et le faux-filet à 40€ vus ces dernières semaines.

Maintenant que les choses qui fâchent sont dites, la prochaine étape est la recherche de solution. Pour le bâtiment, les idées ne manquent pas (lire l'encadré). Concernant «le contenu du marché», ce sera une question de volonté.

Après des décennies de stagnation, la Ville et Action cœur de ville sont déterminés à faire valoir leurs points de vue. «Ce serait dommage d'investir autant (2) pour conserver la même fréquentation», conclut Frédéric Bardoux.

(1) Consultable dans la version numérique de cet article sur www.charentelibre.fr.

(2) Le coût d'une rénovation dernier cri, comme à Pau, est estimé à 5M€.

Les premières pistes d'amélioration

Le cabinet d'études Hemis va se servir du questionnaire pour proposer, fin septembre, un ensemble d'évolutions, aussi bien du bâtiment que de son fonctionnement. Les élus ont des pistes, dont certaines ont déjà été lancées, sans se concrétiser. L'installation d'un marché de plein air certains jours, comme à Saintes, en est une. Elle permettrait d'attirer le public à l'intérieur. «On l'avait évoqué en 2015 mais les commerçants n'en voulaient pas tant qu'il resterait une cellule de vide à l'intérieur», se souvient

l'adjointe chargée du commerce, Danielle Jourzac, qui note que les points de vue ont changé depuis. L'installation de nouveaux stands de restauration est une autre idée qui a longtemps été repoussée pour finir par être acceptée. L'étal de traiteur d'Elsa Pivain vient d'ailleurs de changer d'allée pour s'agrandir, tandis que Steve Chastanet (pâtes fraîches) ouvrira bientôt un stand de restauration rapide, avec tables et chaises. Les jours d'ouverture pourraient être réduits puisqu'actuellement, seuls le

vendredi et le week-end attirent la foule. Idem pour les horaires: 54 % des interrogés réclament une ouverture en soirée. Concernant la bâtisse, des échanges sont en cours avec les Bâtiments de France pour «laisser entrer la lumière» côté place d'Armes. «Avec le clocher de Saint-Léger, c'est l'une des plus belles vues de la ville et on n'en profite pas», note Frédéric Bardoux, d'Actions Cœur de Ville. Sauf contretemps, le projet architectural sera présenté avant la fin de l'année.

En vue

L'escape game est presque complet



Deux cents personnes s'étaient ruées vers la première édition du jeu d'évasion, l'été dernier. Archive CL.

L'été dernier, l'escape game du service Cognac ville d'art et d'histoire avait fait carton plein des semaines avant la première séance. Cette année, la deuxième édition quittera l'église Saint-Léger pour l'ancienne usine hydraulique de Cognac. Vingt sessions d'une heure sont proposées les 31 juillet, 1^{er}, 7 et 8 août (1), et, bonne nouvelle, il reste des places. Quelques créneaux sont encore disponibles et sont donc toujours accessibles. Dans les autres sessions, il reste quelques places isolées. Ceux qui veulent en être ont donc tout intérêt à réserver le plus rapidement possible (2).

(1) à 11h, 14h, 15h30, 17h et 18h30.

(2) 05.16.45.00.17. Tarifs: 6€, 4,5€ tarif réduit, gratuit sous conditions.

PATRIMOINE

Visite nocturne demain. Le service Ville d'art et d'histoire de Cognac organise une visite nocturne de la cité des eaux-de-vie sur le thème «Cognac médiévale», demain dès 21h30 (rendez-vous au couvent des Récollets, 4,50 €, 3 €, gratuit sous condition).

EXPOSITION

Peintures et sculptures aux Récollets. Nadine Salem, peintre, et Richard Cooter, sculpteur, exposent leur travail du 15 au 20 juillet au couvent des Récollets à Cognac. L'exposition est visible gratuitement de 10h à 19h (18h le samedi).

Info16: « Nous n'avons plus les moyens de poursuivre »

L'association d'aide sociale va s'éteindre en fin d'année après 42 ans de services. Ses missions et une partie du personnel sont repris par la Ville.

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

L'association Info 16, qui tient un Bureau d'information jeunesse et un Point d'info familles dans la rue d'Angoulême, était en péril depuis des années à cause d'une succession de baisses de subventions. Elle ne passera pas l'hiver prochain. Jeudi soir, ses administrateurs seront appelés à voter la dissolution de la structure au 31 décembre, lors d'une assemblée générale extraordinaire, comme l'a révélé *Sud Ouest* samedi. La non-reconduction de la convention bisannuelle qui liait l'association et la Caisse d'allocations familiales de Charente aura été le coup de grâce, avec 39 000€ d'aides en moins. Pour les usagers, l'essentiel est sauf puisque les missions d'Info 16 continueront à être exercées par deux des quatre salariées actuelles au sein du Centre communal d'action sociale (CCAS) de la Ville, annonce la présidente Sandrine de Ramefort.

Lors de l'assemblée générale du 23 mai, vous parliez de difficultés mais pas d'une dissolution.

Pourquoi cette décision?

Sandrine de Ramefort. Nous étions pessimistes concernant la convention avec la CAF (1), cela s'est confirmé. Avec cette perte de 39 000€, nous n'avons plus les moyens de poursuivre nos activités. C'était le choix le plus logique, même s'il est difficile.

La Ville reprendra deux des quatre salariés et les intégrera au CCAS pour que le service perdure. Comment cela s'est-il décidé?

Cognac faisait déjà partie de nos premiers soutiens, alors que les aides baissaient partout. Ils ont



Sandrine de Ramefort, présidente d'Info 16 depuis 2017, avait sonné l'alarme en mal. Photo CL

conscience de l'utilité d'Info 16 et nous avons travaillé ensemble à cette solution. Cognac nous met déjà à disposition le local et nous aide pour l'équivalent de deux salaires. Cela se poursuivra mais sous une autre forme.

En janvier, tout sera donc comme avant pour les usagers?
Presque, oui. Nos deux animatrices [Marie Falcon et Adèle Canesson, NDLR] ont la compétence et sont connues du public. Leur permettre de continuer à travailler était une priorité. Elles seront donc licenciées mais intégreront ensuite les services de la Ville.

Pas la directrice, en revanche, qui a pourtant porté Info 16 à bout de bras...

Sans Joëlle Lepic, Info 16 ne serait pas ce qu'elle est. Elle a abattu un travail formidable avec peu de

moyens. Au point où c'était devenu très difficile psychologiquement, ces recherches de subventions. Au CCAS, il y a déjà un directeur, elle ne sera donc pas reprise par la Ville. Mais la structure qui l'embauchera fera une très, très bonne affaire.

Les services liés au Point info familles ne sont plus conventionnés avec la CAF mais se poursuivront, dites-vous. Comment est-ce possible?

Je pense que la Ville fera une demande de convention et vous savez, elle pèse beaucoup plus qu'Info 16 pour se faire entendre.

(1) Depuis 2008, la CAF aide Info 16 dans sa mission «Point info familles» via des conventions de deux ans. À l'échéance de la dernière, fin 2018, la CAF a souhaité voir évoluer les missions. Info 16 a estimé ne pas pouvoir le faire à moyens constants. La convention n'a pas été renouvelée.



Un défilé au pas de charge

Quelque 500 personnes ont assisté hier aux célébrations de la Fête nationale, place François-1^{er} à Cognac, soit davantage que l'an dernier (300 personnes environ). Dans la foule, des dizaines d'enfants tels Baptiste, Camille ou Antoine (Photo M. B.), venus avec leurs grands-parents, Bernard et Monique Arribot, chez qui ces jeunes Pyrénéens passent leurs vacances. «Très bien, mais un peu court», souriait la grand-mère après le défilé. Les remises de médailles, la marche des militaires de la BA709 et des pompiers (survolée par deux avions), la fanfare de la ville jumelle de Valdepeñas et les cavaliers de Bussac se sont enchaînés parfaitement, en une demi-heure à peine.

La panne

Un «souci technique» et c'est le désert chez Lidl

Le samedi, en général, c'est la foule au supermarché Lidl de Châteaubernard. Avant-hier, la file des voitures s'est arrêtée à l'entrée du parking et les clients ont été invités à faire demi-tour, ce qui a d'ailleurs provoqué un petit bouchon vers 10h. Lidl était fermé pour la journée à cause d'un «souci technique». «Un client nous a dit qu'un transformateur avait brûlé dans le coin, peut-être que c'est dû à ça», s'interroge le directeur Gregory Gireaud, qui n'était pas sûr, samedi, de pouvoir rouvrir ce matin.



Photo CL

L'incident s'était déclaré vendredi soir.

Des dizaines de personnes, dont des «gilets jaunes», sont parvenues hier après-midi à investir les Champs-Élysées dans un face-à-face tendu avec les forces de l'ordre, après le traditionnel défilé du 14-Juillet. Photos AFP



La défense européenne en tête

Une dizaine de pays européens partenaires de l'armée française étaient conviés pour le défilé du 14-Juillet à Paris. Face au Brexit et au relâchement des liens transatlantiques sous l'ère Trump, Emmanuel Macron a fait de l'Europe de la défense l'un de ses thèmes de prédilection, jugeant crucial pour le Vieux continent d'accroître son autonomie stratégique, en complément de l'Otan.

Outre la chancelière allemande, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, figuraient parmi les onze invités européens du président français. Ils ont ensuite participé à un rapide déjeuner à l'Élysée.

L'ensemble du gouvernement a également assisté au défilé. Le ministre de la Transition écologique François de Rugy, en proie à une polémique à rebondissements sur des dîners fastueux et des travaux, s'est entretenu tout sourire avec Brigitte Macron.

14-Juillet: l'heure de la remobilisation?

■ Ils avaient promis de faire du 14 juillet la date de leur retour sur le devant de la scène ■ Des dizaines de «gilets jaunes» ont occupé les Champs-Élysées hier ■ Face-à-face tendu.

Emmanuel Macron, on vient te chercher chez toi: des dizaines de personnes, dont des «gilets jaunes», sont parvenues dimanche après-midi à investir les Champs-Élysées dans un face à face tendu avec les forces de l'ordre, à l'issue du défilé militaire du 14-Juillet. C'est la première fois depuis le 16 mars que des «gilets jaunes» retournaient sur les Champs-Élysées qui avaient connu une flambée de violences lors du 18^e samedi de mobilisation de ce mouvement social, et étaient devenues depuis un secteur interdit à toute manifestation.

Au total, 180 personnes ont été interpellées, selon la préfecture de police de Paris. D'abord en marge du défilé militaire, où des

«gilets jaunes» avaient appelé à manifester, puis lors des échauffourées de l'après-midi. Plusieurs figures des «gilets jaunes» ont été

»
Échauffourées, casseurs repoussés, et gaz lacrymogènes

interpellées dans la matinée et placées en garde à vue quelques heures: Jérôme Rodrigues, qui a perdu son œil droit en janvier, et Maxime Nicolle, dit «Fly Rider», pour «organisation d'une mani-

festation illicite», et le routier Eric Drouet pour «rébellion», selon le parquet. Dans la matinée, quelques dizaines de «gilets jaunes», sans leur chasuble fluo mais armés de sifflets et de ballons, ont copieusement hué le passage du président Emmanuel Macron. C'est après la fin de la cérémonie que la situation s'est tendue. Vers 14h30, des manifestants mais aussi des jeunes gens dissimulant leurs visages sous des foulards et capuches ont investi le haut de l'avenue en profitant de sa réouverture au public.

De nombreuses barrières métalliques qui avaient été utilisées pour limiter les déplacements des spectateurs ont été mises à terre, des poubelles incendiées, conduisant les forces de l'ordre à riposter en



Emmanuel Macron a été copieusement hué et sifflé lors de son passage.

tirant des grenades lacrymogènes. Les policiers ont progressé sur l'avenue, en chassant peu à peu les manifestants, qui se réfugiaient dans les rues adjacentes. Le calme est revenu progressivement à partir de 17h. Sur place une heure plus tard, le préfet de

police Didier Lallemand a déclaré à la presse que «200 casseurs» s'étaient dirigés sur les Champs dès la fin du défilé. «Nous les avons repoussés», a-t-il dit, assurant: «Les destructions sont extrêmement minimes, il n'y a eu aucun pillage».



La ministre des Armées Florence Parly est en première ligne pour la création de ce commandement militaire de l'espace. Photo AFP

Défense: la France aura son «armée de l'espace»

Espionnage, brouillage, cyberattaques, armes antisatellites...: la France militarise son espace avec la création, en septembre, d'un grand commandement de l'espace basé à Toulouse.

Le commandement militaire de l'espace dont le président Emmanuel Macron a annoncé samedi la création lors d'un discours à la veille du défilé du 14-Juillet sera implanté à Toulouse, a affirmé hier la ministre des Armées Florence Parly sur France Inter. Ce grand commandement «va se localiser à Toulouse, qui est le grand lieu de l'espace français», a-t-elle détaillé. «Nous allons rassembler tous les moyens qui sont dispersés dans nos armées et qui contribuent à la

bonne utilisation des moyens spatiaux, et créer un commandement de l'espace», qui «va commencer par environ 200 personnes puis va monter en puissance au fil du temps», a souligné la ministre.

Un défi

Espionnage, brouillage, cyberattaques, armes antisatellites... L'espace, indispensable aux opérations militaires, est devenu un champ de confrontation entre nations, mettant la France au défi de muscler

ses capacités dans ce théâtre hautement stratégique et de plus en plus militarisé. États-Unis, Chine et Russie sont engagés depuis plusieurs années dans une course pour la domination de l'espace. La Loi de programmation militaire française (LPM) 2019-2025 prévoit un budget de 3,6 milliards d'euros pour le spatial de défense. Il doit notamment permettre de financer le renouvellement des satellites français d'observation CSO et de communication (Syracuse), et de lancer en orbite trois satellites

d'écoute électromagnétique (CERES). «Ce que nous avons constaté, c'est que l'espace est devenu un espace de conflictualité», a expliqué Florence Parly. «Il y a 1.500 satellites autour de la Terre, il y en aura 7.000 dans dix ans, et ces satellites sont de plus en plus considérés comme des objets qui peuvent être espionnés ou modifiés.» «Il ne faut pas être naïf, il faut pouvoir protéger ce qui est vital pour le fonctionnement de nos systèmes de transport, nos systèmes aériens, nos hôpitaux...», a-t-elle conclu.

3200 spectateurs plongés dans l'histoire du cognac

L'édition 2019 de ce «Son et lumière», joué vendredi et samedi au pied du château Marnier-Lapostolle, a refusé du monde.



«La fabuleuse histoire du cognac a été déclinée en onze tableaux, plus magnifiques les uns que les autres. Photos Christophe Barraud

Après une première édition réussie en 2016, l'édition 2019 du spectacle Son et lumière de Bourg-Charente restera gravée dans les mémoires des 145 bénévoles (plus de 600 rôles joués dans une mise en scène grandiose) et des 3200 spectateurs qui ont empli les tribunes vendredi et samedi soir (une centaine n'a pu entrer samedi soir), sur la rive gauche du fleuve, au pied du château Marnier-Lapostolle. Le thème était "La Fabuleuse Histoire du cognac", 11 tableaux, depuis l'occupation romaine jusqu'à la création du Bureau interprofessionnel du cognac, en passant par les invasions barbares, François 1^{er}, le Cognaçais, le chevalier de la Croix Marron et la naissance de ce breuvage doré, le sieur Martell, la crise du phylloxéra...

Un french cancan sur l'eau

Les textes retravaillés, de nouveaux effets spéciaux, des scènes sur l'eau, dont un superbe french cancan les pieds dans l'eau, les nouveaux décors, une tyrolienne, des murs d'eau, les prestations des cavaliers de la compagnie "Les écuyers de l'Histoire" et un feu

d'artifice exceptionnel sur l'eau ont ravi le public qui a longuement applaudi. «Une très belle aventure humaine qui se poursuit grâce au public et aux nombreux partenaires qui soutiennent ce projet. La Charente, "plus belle rivière du Royaume" selon François 1^{er}, offre un écrin parfait. Au-delà de l'aspect artistique, ce spectacle est un élément fédérateur pour la population locale», confie Jérôme Sourisseau, un des pionniers de cette aventure, visible-

ment heureux, malgré une fatigue justifiée, et qui rend hommage à toute son équipe de bénévoles et à l'association "Culture et histoire de Bourg-Charente". L'avant-spectacle a été animé par des joutes équestres des cavaliers, un moment musical, devant de nombreux convives venus partager le dîner champêtre en plein air, concocté par La Maison du Passeur.

Samuel MÉCHAIN



À l'organisation, une équipe de bénévoles âgés de 3 à 70 ans.

Le Sénat veut «pousser» la loi «énergie-climat»

Hydroélectricité, biogaz, éolien en mer: le Sénat entend muscler dès demain le projet de loi porté par un François de Rugy très affaibli.

Encourager le développement de l'hydroélectricité, de la filière biogaz et de l'éolien en mer, accompagner la transition énergétique: le Sénat entend muscler à partir de demain le projet de loi «énergie-climat» porté par un François de Rugy en difficulté. La «petite loi énergie» a beaucoup grossi lors de son passage à l'Assemblée nationale, passant de 8 à 55 articles. Elle est portée par le ministre de la Transition écologique François de Rugy, aux prises avec une polémique à rebondissements sur des diners fastueux à l'hôtel de Lassay ou encore des travaux coûteux dans son ministère (lire ci-contre).



Le Sénat veut notamment encourager le développement de l'éolien en mer. PHOTO AFP

«Une attente citoyenne forte»

Le texte fixe plusieurs objectifs ambitieux face à «l'urgence écologique et climatique»: il prévoit d'atteindre la «neutralité carbone» à l'horizon 2050, une baisse de 40% de la consommation d'énergies fossiles d'ici 2030, contre 30% précédemment, la fermeture des dernières centrales à charbon en 2022... Mais pour le rapporteur de la commission des Affaires économiques, Daniel Gremillet (LR), le projet de loi manque toujours «d'ampleur», alors que la politique énergétique

«est stratégique pour l'ensemble de nos concitoyens, mais aussi pour les industriels», a-t-il souligné. Le texte «ne fixe guère de cap, si ce n'est peut-être celui de l'atteinte de la neutralité carbone

en 2050», déplore-t-il. «Ce projet de loi répond à une attente citoyenne forte, celle d'une action plus forte et plus rapide sur les enjeux écologiques en général et climatiques en particulier», a de son côté assuré François de Rugy devant la commission. À gauche, on crie à l'urgence. Pour Fabien Gay (CRCE à majorité communiste), «il faut un plan Marshall». En repoussant les sanctions en 2028, «l'urgence climatique est repoussée à plus tard», regrette aussi Roland Courteau (PS). «C'est comme une pastèque, elle [la loi] est verte à l'extérieur, mais quand on l'ouvre, ce n'est pas la même chose», estime Fabien Gay, sénateur PCF.

C'est dit

«Je ne suis pas naïf [...] Il y a tout un tas de gens qui se vengent.

François de Rugy

Dans un entretien publié hier dans le *Journal du dimanche*, le ministre de la Transition écologique (Photo AFP) assure être déterminé à rester au gouvernement. «L'enjeu, c'est de tenir alors qu'on veut vous démolir, a-t-il déclaré. Je suis là pour agir, pour transformer. Et c'est pour ça que je suis attaqué.» François de Rugy s'est positionné également comme une victime des «vengeances» et «vindicte»: «Je ne suis pas dans la théorie du complot mais je ne suis pas naïf; il n'y a pas quelqu'un qui tire les ficelles mais il y a tout un tas de gens qui se vengent», a assuré le ministre à l'hebdomadaire. Il a affirmé par ailleurs s'être rendu samedi matin à l'Assemblée pour s'entretenir avec la déontologue et le secrétaire général de l'Assemblée (François de Rugy fait en effet l'objet de vérifications de la part du Palais Bourbon et de Matignon). «J'espère que ça sera fini fin juillet, personne n'a envie de laisser trainer ça», a-t-il conclu.



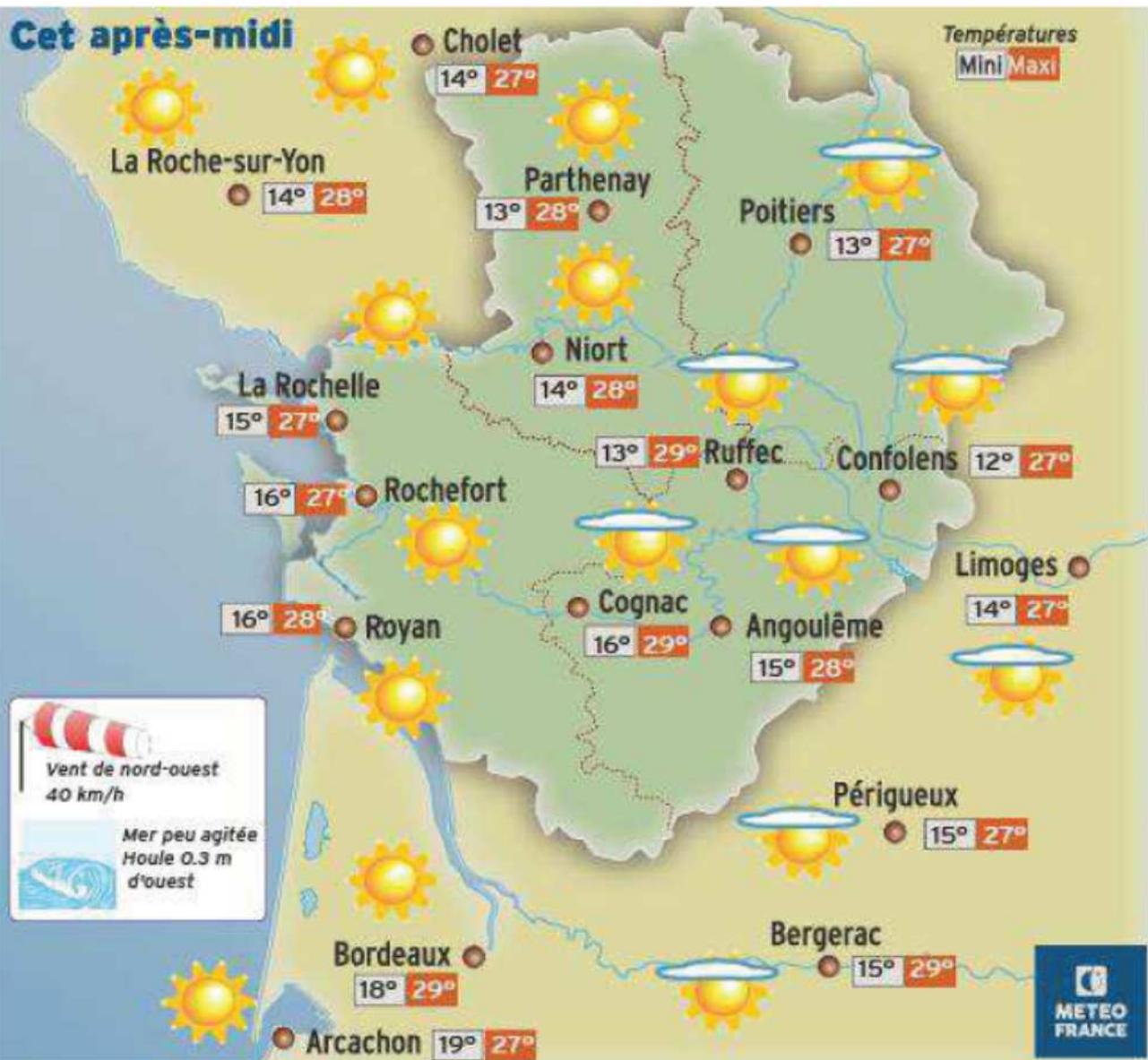
FINANCEMENT LIBYEN

Un nouveau témoin au secours de Sarkozy?

L'avocat de Nicolas Sarkozy va demander l'audition par la justice d'un nouveau témoin dans l'enquête sur les accusations de financement par l'ex-régime libyen de Kadhafi de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007, a-t-il annoncé hier. Cet homme, qui se présente comme un ex-collaborateur de Ziad Takieddine dans le JDD, affirme que l'homme d'affaires franco-libanais détenait, avant sa publication par Mediapart, la note controversée faisant état de ce financement. Selon El-Mahfoud Ladib, Ziad Takieddine gardait cette note dans une pochette, avec cinq pages de papier à en-tête libyen. «L'un de ces documents était celui qui a été publié après par Mediapart, où il était question de 50 millions pour Sarkozy et la cinquième feuille était vierge», ajoute-t-il. L'hebdomadaire, qui avance la thèse d'une «amachination» contre l'ex-chef de l'État, dit avoir eu confirmation de ces propos par une autre source, dont l'identité n'est pas divulguée. «Enfin la Vérité!» a tweeté hier Nicolas Sarkozy (Photo AFP).



Cet après-midi



Belle journée estivale.

Le soleil est généreux, malgré de fins et inoffensifs nuages élevés. Le vent modéré de Nord-Est à Nord, vient au Nord-Ouest assez fort sur la côte avec la brise marine rafraîchissante.

Un 14 Juillet houleux

DÉFILÉ Des dizaines de personnes sont parvenues, hier, à investir les Champs-Élysées dans un face-à-face avec les forces de l'ordre

Hier matin, quelques dizaines de personnes, dont des gilets jaunes, sans leur chasuble fluo mais armés de sifflets et de ballons, ont copieusement hué le passage du président Emmanuel Macron. Après la fin de la cérémonie, la situation s'est vraiment tendue. Vers 14 h 30, des manifestants mais aussi des jeunes gens dissimulant leurs visages sous des foulards et capuches ont investi le haut de l'avenue, en profitant de sa réouverture au public. De nombreuses barrières métalliques, qui avaient été utilisées pour limiter les déplacements des spectateurs, ont été mises à terre, des poubelles incendiées, conduisant les forces de l'ordre à riposter en tirant des grenades lacrymogènes. Les policiers ont progressé sur l'avenue, en chassant peu à peu les manifestants, qui se réfugiaient dans les rues adjacentes.

Plusieurs figures des gilets jaunes ont été placées en garde à vue

lors des échauffourées de l'après-midi. 38 placements en garde à vue ont eu lieu, dont 13 se poursuivaient encore hier soir, à 19 heures. Pour les 25 autres, il a, notamment, été décidé de classer sans suite 16 procédures et de procéder à 8 rappels à la loi.

Plusieurs figures des gilets jaunes ont été arrêtées dans la matinée et placées en garde à vue quelques heures : Jérôme Rodrigues, qui a perdu son œil droit en janvier, et Maxime Nicolle, dit « Fly Rider », pour « organisation d'une manifestation illicite », et le routier Eric Drouet pour « rébellion ».

« Aucun pillage »

« On est venu assister au défilé car on est citoyen. On nous a tellement interdit de Champs, c'est important d'être de retour », a déclaré Cid, 33 ans, venu de Seine-et-Marne. Bleu, blanc, rouge des pieds à la tête, il est encore révolté par le traitement réservé aux manifestants : « On nous a nassés dans la matinée, on s'est fait traiter comme des chiens. C'est eux (les forces de l'ordre) qui ont fait monter la pression. » Le calme est revenu progressivement, à partir de 17 heures, sur l'avenue où les forces de l'ordre demeuraient en nombre.

Sur place, vers 18 heures, le préfet de police, Didier Lallemand, a déclaré à la presse que « 200 casseurs » s'étaient dirigés sur les Champs dès la fin du défilé. « Nous les avons repoussés. » « Les destructions sont extrêmement minimales, il n'y a eu aucun pillage », a-t-il assuré. Quelques vitrines de commerces ont été cassées dans des rues proches de l'avenue et la vitre d'un aubus a été détruite.



La situation a empiré après la cérémonie : 180 personnes ont été interpellées, 38 ont été placées en garde à vue PHOTO AFP

Des « street-medics », des bénévoles assurant les premiers secours dans les manifestations, ont pris en charge une touriste étrangère grièvement blessée à l'œil gauche.

Dispositif policier important

Les Champs-Élysées devaient de nouveau être très fréquentées dans la soirée, alors que se disputait à 21 heures la demi-finale de la Coupe d'Afrique des nations Algérie-Nigeria. « Je m'attends à ce que de nouvelles difficultés apparaissent », prévenait, hier soir, le préfet de

police. « Ceux qui pensent pouvoir casser, qui pensent pouvoir détruire, se heurteront à

LÉGION D'HONNEUR

La promotion du 14 juillet de la Légion d'honneur distingue cette année 423 personnes.

Les anciens résistants, Jacqueline Fleury, présidente d'honneur d'une association de déportés et internés de la Résistance, et Jean Nallit, Juste de France, ont été élevés à la dignité de grand-croix, la plus haute distinction.

Un gardien de la paix et un citoyen qui sont intervenus pendant l'attentat contre le marché de Noël de Strasbourg ont été nommés chevaliers. Damian Myna, musicien de 28 ans, est notamment distingué pour avoir tenté de plaquer au sol Chérif Chekatt qui lui tirait dessus dans un bar. L'agresseur lui a asséné onze coups de couteau avant de poursuivre son épopée meurtrière.

Le spationaute Thomas Pesquet, est fait chevalier pour « services exceptionnels nettement caractérisés ». La culture est illustrée avec les comédiens Jean-Paul Belmondo et Claudia Cardinale, tous deux élevés à la dignité de grand officier.

un dispositif policier et de gendarmerie conséquent », a-t-il assuré.

Un militaire se suicide

Le drame s'est produit en marge des cérémonies, vers midi. Le militaire de 39 ans s'est donné la mort avec son arme de service aux Écoles militaires de Saumur (EMS). Découvert inconscient, il est décédé peu après l'arrivée des secours qui ont tenté de le réanimer. Issu du régiment d'infanterie des chars de marine de Poitiers, il était en mission aux Écoles militaires, mais n'appartenait pas aux EMS. Un problème familial aurait déclenché le geste de ce sous-officier. Il aurait donné l'alerte par SMS à un de ses camarades et des membres du groupe Sentinelle auraient tenté de le dissuader, en vain.

S'échapper avec les dinos

ESCAPE GAME Angeac-Champagne a accueilli un jeu d'évasion sur le célèbre site paléontologique. L'énigme est totalement immergée dans le thème des dinosaures

Jonathan Guérin
j.guerin@sudouest.fr

La dixième campagne de fouilles a commencé à Angeac-Charente. En août 2010, ce petit village de Charente avait acquis une notoriété internationale. C'est là qu'avait été découvert un fémur de sauroptère parfaitement conservé, faisant rentrer le site paléontologique dans le top 5 des restes d'animaux les plus massifs trouvés à travers le monde et relevant du Crétacé inférieur, soit il y a quelque 140 millions d'années.

Une célébrité que compte bien exploiter le Département de la Charente, propriétaire du site. Le week-end passé, un « escape game » était organisé. Derrière cet anglicisme, un principe : résoudre des énigmes pour s'échapper d'un lieu dans un temps imparti. « Dès que nous avons ouvert les réservations, en juin, on a été pris d'assaut », se souvient Stéphanie Garcia. Pour la vice-présidente en charge de la culture, du patrimoine et du développement du territoire, il ne s'agit pas que d'un jeu. « Nous avons la volonté de favoriser les sites départementaux et de coller à l'actualité. On met en lumière des endroits et cela permet à la fois d'attirer des visiteurs et de proposer quelque chose de ludique. »

600 joueurs en deux jours

L'idée est née voilà un an. « Nous avons fait un appel d'offres, remporté par la société échappe toi Bordeaux, détaille Isabelle Roy, directrice du patrimoine et du tourisme. Ils ont conçu le scénario, qui devait être adapté pour le grand public, y compris les enfants. La contrainte

était que chaque membre de la famille puisse être mis en valeur en fonction de ses capacités. »

Ainsi, pendant le week-end, 600 personnes se sont relayées sur le site de fouille, spécialement aménagé pour l'occasion. Dès le début, trois comédiens viennent livrer

« Chacun contribue en fonction de ses connaissances »

l'énigme. Les personnes, des paléontologues, expliquent qu'un dinosaure a disparu. Et ses traces sont visibles à travers le site, comme s'il s'était déplacé, vivant... Les enquêteurs vont se demander si ce n'est pas l'œuvre d'un savant fou.

D'autres sites en projet

L'intrigue est prometteuse. La réalisation un peu moins. Les puristes de l'escape game regretteront le manque de manipulations et de rebondissements. Ce qui n'a pas eu l'air de gêner les personnes présentes, essentiellement des familles. « On ne connaissait pas du tout le site et le concept est intéressant pour se familiariser avec le travail qui est fait ici », approuve Barbara, une enseignante qui a fait une heure de route depuis Chalais pour venir à Angeac.

Anne se gratte la tête : « On patauge dans la semoule, je suis larguée », déplore la mère de famille. Mine de rien, il faut pas mal de jugeote pour assembler les pièces. D'autres sont plus intuitives, comme un bac où il faut dégager la terre pour trouver un code inscrit dedans. « Les énigmes sont bien faites, jugent Virginie et An-



Pour ne pas que les familles restent bloquées, des guides aident à résoudre les énigmes. PHOTOS A.L.

toine. Pour les enfants, c'est parfois un peu dur. Mais au moins, ça nous fait bien réfléchir. » Même enthousiasme pour Jocelyne et Frédéric, venus en voisin de Saint-Simon : « C'est rigolo, on passe un bon moment. On a appris des choses ! Chacun contribue comme il peut, en fonction de ses connaissances. »

Beaucoup de familles louent la gratuité de cette animation. « On savait très bien que si on avait mis ça à 20 euros, on aurait eu personne, concède Stéphanie Garcia. Désormais, moyennant moins de 5 000 euros, nous sommes propriétaires du jeu. Il pourrait revenir tous les ans si le public est satisfait. On réfléchit aussi à d'autres sites, comme le patrimoine gallo-romain. On n'est pas fermés. »



Les énigmes sont parfois complexes, alors les parents prennent le relais

Évadez-vous en Charente avec l'escape game

La Charente n'a pas échappé au phénomène du jeu d'évasion et six salles ont ouvert dans le département. Chaque mission a un thème particulier

Évasion virtuelle à Angoulême.

Antenne locale d'un grand groupe national, Escape Yourself à Angoulême propose une offre unique dans le département : la réalité virtuelle. « Tout se passe dans le casque, il n'y a pas de matériel », explique Laëtitia Largeas, gérante du site. L'évasion se fait donc virtuellement. Les joueurs sont propulsés dans un autre monde, au milieu du Nautilus de Jules Verne, pour vaincre le Kraken et pouvoir s'évader.

Pour des questions de sécurité, cet escape game dure seulement 40 minutes. Un casque de réalité virtuelle ne se porte que 50 minutes d'affilée. Mais Laëtitia Largeas affirme : « C'est du matériel haut de gamme. Il n'y a pas de mauvaises sensations comme la tête qui tourne ou des nausées. »

Un autre escape game angeoumois propose une aventure autour de l'histoire du Nautilus (sans réalité virtuelle). Escape Quest a deux salles, dont une dé-

diée au capitaine Némou. La seconde, « Panic Factory », met en scène une usine de produits chimiques où les joueurs doivent empêcher une explosion.

Château hanté de Villebois.

Le tourisme s'empare également du phénomène des escape game. Des salles, permanentes ou provisoires, sont créées afin de valoriser le territoire et de créer une animation ludique autour de lui. Le Château de Villebois-Lavalette organise, depuis le mois de mars, un jeu entre ses murs. Tous les soirs, les visiteurs doivent échapper aux fantômes et sortir du château. C'est un moyen ludique et original pour visiter et découvrir la bâtisse.

Chasse au trésor à Cassinomagus.

Depuis le 4 mai dernier, le parc archéologique de Cassinomagus, à Chassenon, propose à ses visiteurs une aventure d'évasion. Les participants se mettent

dans la peau d'un archéologue et ont une heure et demie pour retrouver un trésor et le mettre à l'abri.

Le cognac mis à l'honneur.

Deux escape game ont fait d'une spécialité charentaise un enjeu d'évasion. Code 60 au Gond-Pontouvre consacre l'une de ses salles au cognac. Les joueurs, dans la peau de maîtres de chai, sont kidnappés pour leur recette et se retrouvent menottés à un tonneau. Ils ont quarante minutes pour s'échapper. Cette aventure est également proposée en escape mobile. C'est le jeu qui vient à vous : à votre domicile, dans votre entreprise...

À Segonzac, Escape Game Spirites propose une salle de jeu viticole. Son objectif ? Faire « découvrir le cognac autrement » à ses participants. Comme à Code 60, les joueurs se retrouvent dans la peau d'un maître de chai. Mais cette fois, ce sont eux les voleurs.



Escape Quest a trouvé sa place au sein du complexe Vertigo Park qui accueille aussi du laser game et du trampoline. PH. C. LEVANI

Plongés en 1888, ils doivent subtiliser un remède pour sauver leurs vignes.

La Ville de Cognac elle-même propose un nouvel escape game. Après « Le Souffle de la Révolution », voici « Du Poison à l'usine ». Il s'agit de sauver la ville du poison qui pourrait se répandre depuis l'usine hydraulique, qui sert

de décor au jeu. Il est conseillé de réserver rapidement (pour le 31 juillet, 1^{er} août, 7 et 8 août). Tarif : de 4,50 à 6 euros. Contact : 05 16 45 00 17.

Les missions d'immersion durent une heure environ. Pour chaque escape game, comptez entre 15 et 25 euros pour quatre joueurs. **Lorane Berna**

Catastrophe naturelle : le Sénat veut une révolution

ASSURANCE

Le Sénat veut dépoussiérer le régime de catastrophe naturelle, jugé pas assez efficace

Sébastien Girardel
angouleme@sudouest.fr

« J'ai été particulièrement marquée par la situation de tous ces Charentais dont les murs des maisons avaient été fissurés par la sécheresse. On a pu se rendre compte, à cette occasion, que le régime d'indemnisation était totalement à revoir », explique la sénatrice de la Charente, Nicole Bonnefoy (PS).

Après avoir été le rapporteur de la mission d'information sénatoriale sur les pesticides en 2012, un rapport qui avait fait beaucoup de bruit, Nicole Bonnefoy s'attaque, avec 26 autres parlementaires de la Chambre haute, à un problème qui va prendre de l'ampleur dans les années qui viennent.

Exclusion et opacité

La sénatrice a déposé son rapport d'information, établi en collaboration avec ses collègues, sur la gestion des risques climatiques le 3 juillet. Cela ne concerne pas seulement quelques résidences côtières et des maisons construites sur des sols non adaptés. Une large



Les cas de maisons fissurées par la sécheresse devraient se multiplier ces prochaines décennies, comme ici à l'Isle d'Espagnac. PHOTO ARCHIVES QUIENT IN PETIT

partie de l'Hexagone va être confrontée à ces difficultés au cours de ce siècle. « Il faut savoir que 70 % des habitations en France sont construites sur des sols argileux. La particularité de l'argile est qu'elle agit un peu comme une éponge. Avec les précipitations, elle gonfle ; en cas de sécheresse, elle se rétracte. Les fondations de nos maisons peuvent être durement impactées », explique la sénatrice.

Dans la note de synthèse du rapport, on peut lire qu'il y aura une augmentation très forte des aléas climatiques dans les années qui viennent : « D'ici 2050, le montant des sinistres liés aux catastrophes

naturelles va augmenter de 50 %. Les primes versées par les assurés pourraient passer de 12 à 18 % en 2050 afin de couvrir les besoins d'indemnisation. »

Les sénateurs, auteurs du rapport, estiment qu'il faut absolument dépoussiérer le régime d'indemnisation de catastrophes naturelles qui date de 1982. « Le fonctionnement actuel du régime exclut de nombreux sinistres et son opacité nuit fortement à l'acceptabilité des décisions de non-reconnaissance », indique le rapport.

Le Sénat veut aussi que les assureurs élèvent leur niveau de service

et agissent avec plus de transparence dans le traitement de ce genre de dossiers.

« Des évolutions sont également attendues dans les relations assurés-assureurs en vue de donner des délais raisonnables aux particuliers pour déclarer leurs sinistres, d'harmoniser les pratiques des experts et de garantir des réparations durables et pérennes face à de nouveaux aléas climatiques », précisent les rédacteurs de cette mission d'information.

Le rapport est téléchargeable sur www.senat.fr/rapports-senateur/bonnefoy_nicole08060w.html.

Ils ont volé sur la plus belle avenue du monde

ARMÉE Cinq pilotes de la base aérienne 709 ont défilé pour le 14-Juillet sur les Champs-Élysées. Leur leader nous livre ses impressions, tout juste débarqué des avions

Jonathan Guérin
j.guerin@sudouest.fr

L'an dernier, les militaires de la base aérienne 709 de Cognac-Châteaubernard avaient eu l'honneur de défilé sur les Champs-Élysées pour le 14 juillet. Cette fois, ils n'étaient pas au sol mais dans les airs. En effet, vous avez peut-être remarqué, hier matin, la présentation officielle (pour la toute première fois) des Pilatus PC-21. Ces engins de toute dernière génération sont exclusivement basés à Cognac. Ils sont utilisés pour la formation des élèves de l'école de pilotage.

Hier, nous étions sur le tarmac de la BA 709 quand le leader du vol est rentré à Cognac, vers 15 heures. « Je viens de me poser et j'ai déjà 25 messages de ma famille sur mon téléphone », s'amuse le commandant Philippe. Cet instructeur de 40 ans a piloté la formation qui est passée au-dessus de la plus belle avenue du monde. « Je me suis porté volontaire au mois de mars, raconte-t-il. Et je n'ai pas hésité. Pour moi, c'est une fierté d'être présent pour la fête nationale, avec les grands chefs en dessous de nous... Peu de monde peut faire ça dans sa vie. »

Pas de place à l'erreur

Un premier briefing a eu lieu début juin, avec une reconnaissance en hélicoptère sur la fameuse ligne droite. Ensuite, un entraînement a eu lieu dans le ciel de Châteaudun, le 27 juin. « La grande répétition a eu lieu jeudi, poursuit le commandant. L'idée est de tout reconnaître pour qu'il n'y ait aucun accroc. Quand on fait ce genre d'événement, on n'a pas le droit à l'erreur. » Ce n'est que samedi soir que la



Sur les 69 avions qui ont défilé hier à Paris, cinq venaient de Cognac. Ils étaient dirigés par le commandant Philippe, leader de la mission. PHOTO J.G.

pression est véritablement montée. « Il y a la peur de mal faire. Il ne doit y avoir aucune panne, aucun

« C'est une fierté d'être présent pour la fête nationale »

accroc. » Dimanche matin, c'est le président qui a donné le top départ du défilé aérien, en s'asseyant à son siège. « À partir de là, le top départ est donné. La patrouille de France passait exactement cinq minutes et vingt secondes après. Nous, c'était cinq minutes après eux. »

Et la responsabilité était lourde. En effet, le commandant Philippe était leader de la formation, qui comprenait derrière lui un autre PC-21, mais surtout, à côté, deux Alphajet. « C'était une grande fierté et beaucoup d'émotion. » Mais sur-

Les TB-30 et le drone aussi

Les Pilatus n'étaient pas les seuls à défilé. Trois Epsilon TB-30 ont volé derrière eux. Il s'agit des prédécesseurs des PC-21, qui viennent d'être mis à la retraite. « Il y a une certaine émotion et un pincement au cœur à les montrer une dernière fois », confie le commandant Nicolas, qui pilotait le premier avion. « Car c'est une histoire de trente-cinq ans qui prend fin. Alors on a été content de représenter l'école de pilotage de Cognac dans ce moment-là. De voir tout ça, ça prend aux tripes. »

Le drone Reaper, lui aussi basé exclusivement à Cognac, était présent à Paris. Mais il n'a pas défilé : il contribuait au dispositif de sécurité aérienne.

tout une prouesse. Hier, le plafond nuageux était tellement bas sur la capitale que la participation de certains avions a failli être annulée. « En plus, le vent nous déportait de l'axe. Or, la marge d'erreur est très précise : on n'a pas le droit à un écart de plus de 3 secondes et de 10 km/h. Finalement, tout s'est bien passé. » Le pilote raconte l'instant où il a survolé les Champs-Élysées,

à 10 h 48 : « On essaye de profiter, même si on est stressé. Ce que l'on voit mieux, c'est la Défense. Ensuite il y a l'Arc de triomphe. On voit la Tour Eiffel au loin. Et puis finalement, on arrive sur la place de la Concorde, au-dessus de la tribune. Et là, on ne bouge plus ! On en prend plein les mirettes. » Un moment de grâce, qui s'est déroulé sans accroc.

Un défilé en fanfare dans le centre-ville

Le 14 juillet est toujours un moment particulier à Cognac. En effet, les militaires de la base aérienne 709 sont associés à la fête nationale. Cette année, on a pu voir les élèves de l'école de pilotage et les pompiers de la BA. En l'air, on a pu voir pour la toute première fois, au-dessus de la place François-1^{er}, deux PC-21, les nouveaux avions dernière génération. Les 300 personnes présentes ont chaleureusement applaudi les militaires. Tout comme les cavaliers du centre équestre de Boussac. Enfin, une banda n'est pas passée inaperçue, celle de la ville espagnole jumelée Valdepeñas. Agrupación Musical Maestro Ibañez et ses 44 instruments à vent ont fait sensation. PHOTOS J.G.



Une délégation de la base aérienne 709 est venue, composée notamment d'élèves de l'école de pilotage



La banda venue de Valdepeñas a fait sensation

LE PIÉTON

Doit taper sur les doigts de la mairie. Car il a surpris des agents des services techniques en train d'arroser les plantes sur le coup de midi. Or, tout un chacun sait bien qu'il ne sert à rien d'hydrater les végétaux à ce moment-là. L'eau s'évapore quasi instantanément. Mieux vaut privilégier le matin ou le début de soirée. Là, c'est un carton jaune pour les pratiques de la municipalité !

Le son et lumière fait un carton plein

Après une première édition réussie en 2016, l'édition 2019 du spectacle Son & Lumière de Bourg-Charente restera gravée dans les mémoires des 145 bénévoles (plus de 600 rôles joués dans une mise en scène grandiose), et des 3 200 spectateurs qui ont empli les tribunes vendredi et samedi soir (une centaine n'a pu entrer samedi soir), sur la rive gauche du fleuve, au pied du château Marnier-Lapostoll. Le tout avec une météo exceptionnelle et aucun incident à signaler. Le thème de « La Fabuleuse Histoire du Cognac », en 11 tableaux, depuis l'occupation romaine jusqu'à la maturité, la prospérité. On y découvre la création du Bureau interprofessionnel du cognac, en passant par les invasions barbares, François 1^{er}, le Cognacais roi, le chevalier de la Croix Marron et la naissance de ce breuvage doré, le sieur Martell, la crise du phylloxéra, avec des textes retravaillés et de nouveaux effets spéciaux.

« Un élément fédérateur »

Des scènes sur l'eau remarquables dont une superbe french cancan les pieds dans l'eau (cf. photo), de nouveaux décors, une tyrolienne, des murs d'eau, de belles prestations des cavaliers des Écuycers de



Le french cancan, les pieds dans l'eau, a été ovationné par le nombreux public. PHOTO ANNE LACAUD

l'histoire. Tout se termine par un feu d'artifice où le public a longuement applaudi. « Une très belle aventure humaine qui se poursuit grâce au public et aux nombreux partenaires qui soutiennent ce projet. La Charente, « plus belle rivière du Royaume » selon François 1^{er}, offre un écrin parfait. Au-delà de l'aspect artistique, ce spectacle est un élément fédérateur pour la population locale », confie Jérôme Sourisseau, un des pionniers de l'aventure, visiblement heureux, malgré la fatigue, qui rend hommage aux

bénévoles de 3 à 70 ans et plus et à l'association Culture et histoire de Bourg-Charente. L'avant spectacle a été animé par des joutes équestres et un moment musical, lors du dîner champêtre concocté par La Maison du Passeur.

Samuel Méchain

SUD OUEST.fr

Revivez le spectacle en visionnant sur notre site internet notre diaporama photos